Par cette déclaration, les signataires s'engagent à soutenir tous les efforts en vue de l'élimination des violences sexuelles. Ils soutiennent aussi l'organisation en RDC d'une conférence internationale axée sur la question de violence sexuelle, et toutes les initiatives régionales avec les pays voisins, afin d'obtenir une déclaration commune et d'envisager des actions concrètes de lutte contre ce fléau.

Par ailleurs, les acteurs politiques congolais demandent des efforts exceptionnels pour s'attaquer également aux causes à la base des violences sexuelles, entre autres, l'insécurité, l'exploitation illicite des ressources naturelles, la présence active des groupes armés, l'absence d'institutions de bonne gouvernance à la base.

La déclaration exige en outre, selon l'ACP, la fin de l'impunité et la mise à la disposition de la justice de tous les présumés auteurs de violences sexuelles en RD Congo, l'encadrement, la réintégration, la réparation, ainsi que la prise en charge psychosociale des victimes et enfants issus de viols dans leurs milieux respectifs.

Les signataires de la déclaration lancent à cette même occasion, un appel à toutes les parties impliquées dans le processus électoral en cours dans le pays et à l'ensemble de la population congolaise pour s'approprier cette déclaration et œuvrer en faveur des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées. A noter que l'ambassadeur américain Bill Richardson, bouclant son séjour à Kinshasa, s'est déclaré très satisfait de la signature de cette déclaration par des acteurs politiques congolais qu'il a exhortés à y adhérer.

Les violences sexuelles sont utilisées particulièrement dans la partie Est de la RDC par les groupes rebelles comme arme de guerre. Les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont eu recours à cette arme depuis plus d'une décennie. Des cas de viols se comptent par milliers aussi bien au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Maniema ou encore en Province Orientale avec les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

L'opinion nationale et internationale, révoltée contre ce fléau, soutient les efforts du gouvernement et s'implique pour mettre les auteurs des violences sexuelles hors d'état de nuire. Mais l'action de tous s'impose notamment pour neutraliser les groupes rebelles

nationaux et étrangers qui opèrent dans le pays.

STEPHANE ETINGA